

Conférence de lancement Innov'Rural 2017 : comprendre les lignes en mouvement

20 mars 2017 - Biovallée Le Campus, Eurre (26)

Synthèse de la première conférence, par Hélène Bustos - journaliste à l'Agence de diffusion et d'information rurales (ADIR)

Réunis le 20 mars au Campus Biovallée à Eurre (26), Denis Lépicier - économiste au Centre d'économie et de sociologie appliquées à l'agriculture et aux espaces ruraux -, Thierry Pech - directeur du think tank Terra Nova - et une centaine de participants (qui pour moitié étaient en webconférence) ont inauguré l'édition 2017 d'Innov'Rural. Lors de ce premier temps de lancement, les intervenants ont proposé un décryptage de l'environnement socioéconomique des espaces ruraux, rhônalpins notamment.



Urbain partout, rural nulle part ? La notion de rural est de plus en plus sujette à discussion ; elle tendrait même à s'estomper. Si le mouvement global d'homogénéisation des modes de vie et l'intensification de l'interdépendance des économies urbaines et rurales ne sont pas nouveaux, la dilution de la notion dans l'appareil statistique est plus récente. "Depuis quelques années, l'Insee raisonne désormais en termes de zonage en aires urbaines de différentes tailles mais ne fait plus référence au rural, rappelle Denis Lépicier, chercheur au [CESAER](#). Si l'on regarde ce qu'il reste de rural avec ce zonage, cela ne représenterait plus que 5% de la population française ; mais ces définitions sont assez éloignées des perceptions qu'ont les habitants." Que l'on opte pour une approche "fonctionnaliste" (polarisation des

emplois, les mobilités...) ou plus "esthétique" (cadre de vie), il semble de plus en plus compliqué pour Thierry Pech du [think tank Terra Nova](#) de raisonner en termes de densité de population : "Pour comprendre ce qui se passe sur le territoire français, il faut bien avoir à l'esprit que les gens bougent de plus en plus ; il faut envisager le territoire davantage comme la surface du mouvement que comme l'allocation des places, et noter que le rural est un monde de plus en plus habité par des urbains."

Les données de l'Insee invitent à considérer qu'aujourd'hui 80% des Français vivent dans les agglomérations et leurs aires périurbaines (cette proportion s'élevant à 89% en Rhône-Alpes) et **la concentration en matière d'emploi est plus marquée encore**. "On estime qu'à l'heure actuelle près de 90% des emplois se trouvent dans les pôles urbains et leurs périphéries", détaille Denis Lépicié. En matière de PIB, s'il est très compliqué d'avoir une approche infra régionale, le service statistique de la Commission européenne ([Eurostat](#)) donne des éléments d'appréciation des différentiels de PIB entre espaces à dominante rurale ou urbaine et révèle depuis 2008 un décrochage entre l'urbain qui continue d'être un moteur en termes de développement économique et le rural, plus en difficulté. "La métropolisation est une des dynamiques les plus puissantes de ces vingt dernières années", constate Thierry Pech. Aujourd'hui, le champ gravitationnel des villes centres des agglomérations est d'une puissance totalement inédite et la création d'emplois et de richesses économiques y est hyper concentrée."

En Rhône-Alpes, si le taux d'évolution du nombre d'emplois salariés est positif, il connaît néanmoins un fort ralentissement depuis 2008 et le constat de **profondes mutations et difficultés des activités productives** (agricoles, industrielles, tertiaire attaché aux activités de production...), au niveau national et régional, est largement partagé. Cette catégorie représente environ 35% des emplois aujourd'hui. L'autre grande catégorie classiquement considérée en économie rassemble **les emplois dits présents et résidentiels** (qui fonctionnent à partir des revenus présents ou attirés sur le territoire) et **constitue désormais 65% des emplois**. "Il y a des différentiels forts entre les activités selon les caractéristiques, les ressources et l'histoire des territoires", explique Denis Lépicié. On le voit bien en Rhône-Alpes avec des espaces encore très ancrés sur des activités de type industriel et d'autres, en montagne par exemple, développant les activités touristiques."

La réduction des emplois productifs est une tendance de fond ; en agriculture, elle est liée au fait que le secteur est toujours traversé par des gains de productivité sur un foncier non extensible... En revanche, la **nette baisse de l'évolution des emplois industriels**, très accentuée depuis la fin des années 2000, même en Rhône-Alpes, est un phénomène plus nouveau, alors qu'avant 2008, les emplois industriels en milieu rural semblaient mieux "résister" qu'en milieux urbain et périurbain. "La précédente révolution industrielle a été géographiquement dispersive, analyse Thierry Pech. L'industrie s'implantait en rural car elle avait besoin d'espace mais la révolution industrielle actuelle est marquée par la transition numérique et se concentre dans les cœurs des villes." Pour ce dernier, il n'y a aucun doute sur le fait que pour attirer de la population et se développer, les territoires (ruraux mais aussi périurbains) doivent offrir des services et des contextes de socialisation favorables : "La connexion au haut débit coûte très cher mais c'est un facteur d'attrait décisif."

La forte croissance des emplois présents (plus 2% par an en France, y compris en Rhône-Alpes) concerne tous les types d'espaces. "Quand on regarde un peu plus dans le détail, on voit que ce sont majoritairement des emplois salariés, plus féminins, pas plus précaires mais moins bien payés, précise Denis Lépicié. Alors que jusque dans les années 1990, la

population suivait les emplois, désormais, dans les sphères de l'économie résidentielle et présentielle, c'est l'inverse : les emplois suivent la population."

En lien avec cette dynamique de l'emploi, on observe depuis la fin des années 1970, le **retour d'un solde migratoire positif dans de nombreux territoires ruraux**. En Rhône-Alpes, le solde naturel est moins négatif que la moyenne nationale et l'évolution du solde migratoire est significativement positive sauf dans certaines petites aires de la région. "Derrière ce solde migratoire, il y a d'importants flux, relève Denis Lépiciier. Il y a de gros brassages et, malgré une image de "stabilité", entre 2007 et 2013, 40% de la population des espaces ruraux a bougé ; il faut être conscient de ce que ces mouvements plus ou moins choisis génère comme tri social." **Les aménités des espaces ruraux sont un facteur important de localisation et jouent dans les différents types de mobilités** (non permanentes comme le tourisme ou celles liées aux cycles de vie). "Sur les dernières décennies la population urbaine a tendu à se disperser tandis que les emplois tendaient au contraire à se concentrer dans le cœur des agglomérations, observe Thierry Pech. Les "périurbains" en quête d'espace, de logements abordables et d'un contexte favorables pour leurs enfants se retrouvent souvent piégés dans une organisation quotidienne difficile : trajets domicile-travail, garde d'enfants, congestion urbaine... Aujourd'hui, outre l'enjeu du déploiement de services au public dans ces zones, le message à faire passer est peut-être, pour ceux qui le peuvent : "Allez carrément vous installer en rural" !"

Les évolutions des modes de travail au travers du télétravail ou des tiers lieux par exemple favorisent l'installation en milieu rural de nouveaux actifs. Depuis plusieurs années, les territoires ruraux attirent, outre les urbains en demande de nature et d'espace pour leurs loisirs, de nouvelles populations (habitants, porteurs de projet, entrepreneurs...) à la recherche d'un lieu de vie et d'activités agréable, en cohérence avec leur système de valeurs. **En parallèle, les territoires ruraux accueillent aussi des populations plus précaires, qui trouvent là des conditions de vie moins onéreuses mais qui sont confrontées au manque d'emplois et de revenus dans ces espaces, avec des difficultés de mobilité**. Outre le fait que l'économie dans les territoires ruraux dépend aujourd'hui de manière importante des mouvements de population et de l'attractivité de ces territoires, d'autres facteurs de nature historique, spatiales déterminent les dynamiques. Pour Denis Lépiciier, les caractéristiques spécifiques des espaces ruraux (espace, foncier, forêt, ressources pour la production d'énergie...) restent des sources d'opportunités pour des activités de demain. Tout comme la nécessaire adaptation des modèles de production en agriculture : "Beaucoup d'emplois des territoires ruraux ont un lien fort avec les enjeux autour de la biodiversité ou du changement climatique, et il reste beaucoup de changements de l'existant à opérer..." L'alimentation, la transformation des modes de commercialisation ou encore une meilleure valorisation des productions locales restent des thématiques d'avenir, très en lien avec le tourisme, particulièrement pour les territoires isolés de l'influence des pôles métropolitains.

"La résilience de l'économie rurale pourrait bien être améliorée par la transition numérique et le transfert de technologies matures qui peuvent désormais se disperser dans les territoires ruraux, considère Thierry Pech. On peut mettre en place des dispositifs techniquement simples et assez peu coûteux comme l'organisation de ventes à distance, la géolocalisation d'artisans ou de commerces..." Dans cet esprit, les membres du think tank Terra Nova, auteurs d'un travail en janvier 2017 intitulé Que peut le numérique pour les territoires isolés ?, proposent par exemple la création d'un office régional numérique dans chaque région comme point d'entrée unique pour les entreprises (dont les artisans et les agriculteurs), à même de les accompagner dans leur "transition numérique". **En lien avec cette transition,**

l'économie collaborative revient souvent dans les débats. Entendue comme une économie de "pair à pair", elle repose sur le partage ou l'échange entre particuliers de biens (voiture, logement, outils...), de services (covoiturage, bricolage...), ou de connaissances, avec ou sans échange monétaire et par l'intermédiaire d'une plateforme numérique de mise en relation. "L'idée fondamentale est que dans les territoires, il y a du capital à valoriser et dont on peut optimiser l'utilisation, indique Thierry Pech. Aujourd'hui, l'entreprise AirBnB [plateforme payante de location de logements de particuliers] se développe dans les campagnes et permet la valorisation de résidences secondaires ; si cela ne remplit pas les écoles, cela remplit les poches et cet argent sert à faire travailler d'autres acteurs des territoires (artisanat, services...)."



Mutualisation, valorisation et synergies sont également les moteurs d'autres dynamiques que l'on retrouve dans certains Pôles territoriaux de coopération économique (PTCE), dans la mise en place de systèmes alimentaires territoriaux (SAT) ou de nouvelles filières liées à l'économie "verte" (valorisation des déchets, nouvelles énergies...). L'innovation organisationnelle qui caractérise ces dynamiques est fortement en lien avec la territorialisation des politiques publiques et a été favorisée dans de nombreux espaces par la décentralisation. Les réformes institutionnelles en cours continuent de modifier les politiques publiques dans des ensembles plus grands et, pour la plupart, sous influence d'espaces urbanisés dont les compétences en matière de développement économique sont accrues. La nécessité de trouver des équilibres et des complémentarités au sein des territoires entre initiatives privées et publiques est plus que jamais d'actualité.

